



Adresse urgente à tou.te.s les enseignant.e.s concernant le devoir d'informer la population de l'agonie du service public d'éducation en Limousin et ailleurs.

Communiqué du syndicat SUD éducation Limousin du 15 février 2017.

Par un communiqué daté du 29 novembre 2016, nous avons dénoncé et condamné il y a quelques mois le mauvais fonctionnement du service public d'éducation dans le département de la Creuse où les services de l'inspection ne sont pas en mesure de faire en sorte que toutes les classes des écoles primaires puissent être quotidiennement prises en charge par un.e enseignant.e. Plus de 400 journées d'absences n'ont pas été remplacées depuis la rentrée de septembre !

Par un communiqué daté du 9 janvier 2017, nous avons appelé à soutenir le mouvement de grève et de manifestation du 16 janvier 2017 visant à rendre publique et à dénoncer cette incurie.

Par un communiqué daté du 3 février 2017, nous avons dénoncé et condamné la piètre réaction des DSDEN de la Creuse mais aussi de la Corrèze, également concernée, consistant à recruter actuellement des contractuel.le.s enseignant.e.s 1er degré pour assurer certains de ces remplacements dans les différentes écoles. Loin de nous satisfaire de ce pis-aller, nous rappelons que la précarisation des emplois et l'embauche au rabais et à la va-vite d'enseignant.e.s dans ces conditions ne saurait constituer une réponse pérenne à ce problème crucial. Ce cas de figure existe d'ailleurs aussi en Haute-Vienne, où des contractuels enseignants ont également été recrutés pour tenter en vain de colmater les brèches. En fait, ce problème existe partout, puisqu'il correspond à une volonté politique délibérée.

Il s'agit d'une aggravation sans précédent du dysfonctionnement de l'école publique, sous couvert des politiques d'austérité actuellement mises en place, et qui ne sont qu'une facette d'une politique volontairement antisociale et de plus en plus autoritaire qui correspond point par point aux projets de l'Union Européenne, du MEDEF et des gouvernements successifs concernant la mise en lambeaux du service public d'éducation.

Or ces politiques destructrices sont de fait cautionnées par la hiérarchie intermédiaire qui accepte de gérer tant bien que mal la pénurie organisée des enseignant.e.s, sous couvert d'une gestion prétendument paritaire bien pratique pour valider ces décisions scandaleuses. En effet, les comptes rendus des CHSCT indiquent clairement que les élu.e.s syndicaux qui y siègent ne cessent de dénoncer cette situation, mais aucune amélioration n'est à prévoir puisque l'administration n'en tient pas compte, preuve que ces instances consultatives ne sont ni plus ni moins qu'un simulacre de démocratie.

Il est largement temps de réagir ! SUD éducation Limousin lance un message d'alerte à l'intention de toutes et tous les collègues qui contrairement aux idées reçues (et notamment au mythe du devoir de réserve inexistant dans les textes sur ces questions) ont au contraire le devoir d'informer la population de tous les dysfonctionnements constatés au sein des établissements scolaires et qui affectent les conditions de travail des enfants fréquentant l'école publique ! Contrairement aux idées reçues, ce devoir d'information est inscrit dans le code de la fonction publique !

Les familles doivent être informées du manque de remplaçant.e.s dans les écoles, du fait que leurs enfants sont régulièrement remisés au fond d'autres classes, des effectifs surchargés que cette situation engendre, des futures fermetures de classe, etc. Les familles doivent être informées pour que les enseignant.e.s absent.e.s (malades, en formation, ...) ne soit plus pointé.e.s du doigt et que la responsabilité de cette situation soit redirigée vers le rectorat, les gouvernements, ... et leur politique de destruction du service public d'éducation.

Il est donc de notre devoir à toutes et tous d'informer la population concernant les conditions de travail des enfants qui fréquentent l'école publique, car c'est vers les responsables que doivent se tourner ensemble les enseignant.e.s et les familles, dans une mobilisation citoyenne d'envergure, qui seule pourra renverser la vapeur !